



Tous veulent « vivre et travailler au pays ». Mais sans désigner les mêmes adversaires. Drapeaux bretons au vent, les Bonnets rouges, qui veulent aussi «

CES SALARIÉS EN

« Ce sont nos vies qui s'effo

Dans le Finistère, le désespoir généré par la crise de l'agroalimentaire, les fermetures d'usines et les destructions d'emplois, la colère face à un gouvernement qui ne tient pas ses promesses forment le terreau fertile sur lequel se développent les Bonnets rouges. Reportage auprès de salariés, parfois syndiqués, qui les ont rejoints. Et réaction d'un responsable syndical et d'un élu PCF.

Un café près de la mairie de Morlaix. Corinne Nicole s'assoit à la terrasse et soupire. L'élue CGT au CE du volailler Tilly-Sabco en redressement judiciaire apprécie « de pouvoir souffler » entre deux réunions sur l'avenir de l'abattoir de Guerlesquin et d'échapper à « l'ambiance parfois pesante » qui y règne. Depuis plus d'un an, elle et ses 325 collègues se buttent pour tenter de sauver leurs

emplois et leur outil de travail en sursis depuis la suppression des restitutions, les aides à l'exportation financées par la PAC (politique agricole commune). « Un an, c'est long. C'est épuisant physiquement et nerveusement », témoigne Corinne qui raconte comment son moral et celui de ses collègues oscillent entre désespoir et colère. Le débit se fait plus rapide, le ton de la voix monte. L'émotion la saisit sans que l'on sache

bien si elle a envie de crier ou de pleurer. Peut-être les deux à la fois quand elle évoque cette nuit-là où, au volant de son camion, elle a débarqué dans un élevage des monts d'Arrée pour prendre livraison de poulets. « L'éleveur m'attendait. Je n'oublierai jamais son regard quand il m'a lancé en brandissant une corde: "Corinne, je suis foutu. Je n'ai plus qu'à me foutre en l'air." Il venait d'apprendre que Tilly ne lui donnerait plus de

boulot alors qu'il venait de s'endett pour moderniser son installation. La fermeture de Tilly-Sabco entrainerait, selon la CGT, la disparition d'un millier d'emplois. Ceux qui occupent seraient alors condamnés à rejoindre la liste déjà longue de plusieurs milliers de noms de travailleurs finistériens de chez GA Doux ou encore Marine Harvest qui ont été licenciés en à peine plus d'un an. « Ce sont nos vies qui s'effo



au pays, visent Paris et l'État-nation. D'autres, comme chez le volailleur Doux, saignés par les suppressions d'emplois, pointent la responsabilité patronale.

BONNETS ROUGES

drent »

drent », lâche Corinne. Dans l'agroalimentaire, « les conditions de travail sont difficiles et surtout les paies sont petites, mais ces boulots, les salariés les acceptent car ils permettent jusqu'à présent de vivre décemment et ici ». À 47 ans, la syndicaliste touche 1366 euros net par mois pour son travail de chauffeur. « Ce n'est pas grand-chose pour un travail de nuit et 14 années d'ancienneté. Sans les primes, je suis grosso modo au SMIC. Mais ce "pas grand-chose" me permet de vivre dans les monts d'Arrée, d'élever mes cinq enfants et de leur assurer un avenir en leur permettant de faire des études. » Élu CGT au CE de Tilly-Sabco chez qui

CE MOUVEMENT PRATIQUERAIT UNE SOLIDARITÉ « QUI TRANCHE AVEC LA DIVISION SYNDICALE ».

il travaille depuis 33 ans, Patrick, qui gagne 1400 euros par mois, redoute le pire: « La fermeture de Tilly, c'est un aller simple pour la misère. Comment finir de payer la maison? Comment faire vivre ma famille? S'il n'y a plus l'agroalimentaire, il n'y a plus de travail ici. » Comme Corinne, il veut continuer à « vivre et travailler au pays », comme le revendique l'un des slogans des Bonnets rouges qu'ils ont tous deux rejoints. Mais contrairement à sa collègue qui en est devenue une des trois porte-parole, Patrick ne participe qu'aux initiatives sur l'emploi. « Le reste, ça ne m'intéresse pas. Ce qui me plaît, c'est que des salariés des entreprises menacées

comme GAD s'y retrouvent. On se sert les coudes », raconte-t-il, en soulignant que cette solidarité tranche « avec la division des organisations syndicales » et leur réaction aux suppressions d'emplois qu'il juge trop faible: « Ce sont les Bonnets rouges qui ont réagi les premiers. » Corinne s'est mise à porter le bonnet rouge à la faveur de la mobilisation contre l'Écotaxe. « Alors que Tilly était en train de couler, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de charger notre barque », précise-t-elle, en évoquant un prélèvement qui allait « frapper de plein fouet » le volailleur dont les camions font sans cesse l'aller-retour entre l'usine et »



Militante PCF et élue cégétiste, Corinne Nicole est une des trois porte-parole des Bonnets rouges. Le pacte d'avenir adopté en réponse à la contestation débutée en octobre 2013? « Quel succès! » Un succès que n'apprécie pas davantage Olivier Anezo qui anime, à Nantes, « le pôle ouvrier » du mouvement.

30 les éleveurs. Corinne évoque aussi le « pacte d'avenir pour la Bretagne », annoncé en octobre puis bouclé en décembre 2013 et censé aider à surmonter la crise de l'agroalimentaire: « Quel succès! » ironise-t-elle en rappelant la fermeture de GAD à Lampaul-Guimiliau ou celle de Marine Harvest à Poullaouen. La coïncidence entre la mise en œuvre de l'Écotaxe et l'avalanche des fermetures d'usines et de licenciements dans l'agroalimentaire a nourri un sentiment d'abandon d'autant plus ravageur que ces salariés votent à gauche. La déception de Patrick vis-à-vis de François Hollande, pour lequel il a voté, a laissé place à la colère. « Il est où le changement? C'est de la trahison! » s'emporte-t-il. Et l'évocation des ministres bretons comme Jean-Yves Le Drian ou Marylise Lebranchu ne l'apaise pas. Bien au contraire. « Les politiques sont plus obnubilés par leur carrière que par l'intérêt des populations qui les ont élus », juge-t-il sans appel. Le doute a gagné aussi Corinne, militante de longue date du PCF pour lequel elle a été candidate à plusieurs reprises. « Je ne suis pas sûr que le PCF aurait mieux fait », avance-t-elle, estimant que son parti « est moins proche des travailleurs que par le passé ». « À Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres. » La phrase choc prononcée par Jean-Luc Mélenchon à propos de la manifestation contre l'Écotaxe organisée par les Bonnets rouges le 2 novembre 2013 suscite l'incompréhension. « Je n'ai jamais rencontré de patrons de multinationale dans les réunions. Les patrons qu'on y croise

sont des artisans ou des commerçants », explique Patrick. « Ils vivent comme nous. Ils ne sont pas très riches. Ils ont des difficultés pour boucler leurs fins de mois », assure-t-il. Angélica, salariée de Tilly-Sabco, qui a participé aussi à plusieurs initiatives des Bonnets rouges, dit « comprendre leur ras-le-bol contre les charges sociales » et reprend à son compte le discours anti-impôt. « Le gouvernement n'arrête pas de nous taxer. Alors que je gagne 1 180 euros par mois, j'ai dû payer 800 euros d'impôt », dénonce la jeune mère célibataire de 28 ans. Angélica, Corinne et Patrick assument aussi le fait d'avoir défilé avec leur PDG, Daniel Sauvaget, affublé lui aussi d'un bonnet rouge. Ils l'exonèrent même de toute responsabilité quant à la situation de l'entreprise. Ainsi, bien que la suppression des aides européennes, dont bénéficiaient Tilly-Sabco et Doux et qui ont fait la fortune de leurs propriétaires, soit programmée depuis 20 ans, ils ne reprochent pas à leur patron de ne pas l'avoir anticipée. « Ce n'est pas comme chez Doux, Sauvaget ne s'est jamais versé de dividendes. Il ne dirige la boîte que depuis 2007. Il l'a modernisée et il a amélioré les conditions de travail. On ne lui a pas laissé le temps de la transformer », répètent-ils tour à tour. Corinne « ne voit de toute façon aucune contradiction » à côtoyer des patrons dans le cadre des Bonnets rouges. « C'est la Bretagne qui nous rassemble. Et notre droit d'y vivre et d'y travailler. Après, on sera toujours en désaccord sur les salaires ou le pacte de responsabilité », assure-t-elle. À « vivre et travailler au pays », les Bonnets rouges ont ajouté « décider ». Corinne a fait siennes les revendications régionalistes portées par le mouvement comme le transfert des prérogatives de l'État en matière économique, sociale et fiscale. La militante communiste n'y voit pas un moyen de remettre en cause la solidarité nationale mais de « rapprocher les citoyens des centres de décision ». À l'heure où « l'État ne peut pas tout » et où le gouvernement ne fait rien pour empêcher les licenciements et les fermetures d'usines, le régionalisme apparaît comme « un moyen de reprendre la main ».

QUAND L'ÉTAT NE FAIT RIEN POUR CONTRER LES FERMETURES, LE RÉGIONALISME APPARAÎT COMME « UN MOYEN DE REPRENDRE LA MAIN ».

n'est pas suffisant », Olivier Anezo, 35 ans, est membre de Bretagne réunie, une association qui milite pour le rattachement de Nantes et de la Loire-Atlantique à la Bretagne. « Autonomiste de gauche », il anime « le pôle ouvrier » des Bonnets rouges dans le département. Olivier veut croire qu'« avec une région forte », l'histoire de son usine aurait été différente. « Cela permettrait de se recentrer sur le territoire. Des élus régionaux auraient été obligés d'agir pour empêcher la fermeture, contrairement au gouvernement qui a laissé faire », estime-t-il. Combien sont-ils de salariés à avoir rejoint les Bonnets rouges? Difficile à chiffrer précisément puisqu'on n'adhère pas formellement au mouvement. Corinne assure que dans l'agroalimentaire en crise, ils sont nombreux à participer aux réunions organisées par les 66 comités locaux dont l'existence est revendiquée. Olivier Anezo parle de « plusieurs dizaines de participants réguliers au pôle ouvrier » de Loire-Atlantique. Une chose est sûre, chacune de leur manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Quant à la mouvance régionaliste, elle semble avoir retrouvé une certaine vigueur. Aux dernières élections européennes, la liste Nous te ferons Europe, du maire de Carhaix et porte-parole des Bonnets rouges, Christian Troadec, a recueilli 7,20 % des suffrages dans les 4 départements bretons auxquels il faut ajouter les 2,02 % de l'UDB (jusqu' alors principale formation autonomiste bretonne). ★

PIERRE-HENRI LAB
phlab@humadimanche.fr

« Attention aux contrefaçons et aux manipulations patronales »



THIERRY GOURLAY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'UNION RÉGIONALE
BRETAGNE DE LA CGT.

Thierry Gourlay estime que le régionalisme ne fera qu'accroître la concurrence entre salariés. À l'inverse, il plaide en faveur du développement de la solidarité internationale.

HD. Que diriez-vous à un salarié qui serait tenté de rejoindre les Bonnets rouges ?

THIERRY GOURLAY. Je lui dirais de faire attention aux contrefaçons. Il est vrai que la condition des salariés est de plus en plus difficile. La pauvreté et l'exclusion augmentent. La précarité de l'emploi gagne du terrain, tandis que les conditions de travail se durcissent. Cela génère ras-le-bol et craintes pour l'avenir d'autant plus fortes quand on est soi-même sous la menace de perdre son emploi. Dans ces conditions, il est tentant de se raccrocher à ce qui peut apparaître comme un mouvement proposant une issue. Cette recherche d'un recours est alimentée par la perte de crédit des institutions auprès des salariés et de la défiance qui les gagne vis-à-vis de la représentation politique. Les syndicats sont aussi victimes de cette défiance.

HD. En quoi les Bonnets rouges sont « une contrefaçon » ?

T.G. À l'origine, ce mouvement n'est pas un mouvement de salariés. Il est



Pour attaquer l'Écotaxe, certains patrons ont facilité la participation de leurs salariés aux manifestations, y compris sur leur temps de travail.

né du refus d'une partie des employeurs de se soumettre à l'impôt et singulièrement à l'Écotaxe. Ce combat patronal s'est élargi au mouvement agricole via la FNSEA. Patrons et agriculteurs ont ensuite profité du désarroi des salariés des entreprises en crise, en particulier de GAD. Ils y ont mis les moyens. Ainsi pour réussir leur manifestation du 2 novembre 2013 à Quimper, les entreprises relevant du réseau « produit en Bretagne » n'ont pas hésité à encourager leurs salariés à y participer, parfois sur leurs heures de travail. Ils font preuve de beaucoup moins de compréhension quand il s'agit d'initiatives de la CGT. Certains salariés y ont répondu positivement, convaincus qu'ils

« PERTE DE CRÉDIT DES INSTITUTIONS ET DÉFIANCE À L'ÉGARD DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE EXPLIQUENT CE PHÉNOMÈNE. »

étaient de défendre leurs intérêts. Force est de constater que si l'Écotaxe n'a pas vu le jour, les entreprises comme GAD ont malgré tout fermé. Pire, l'État a compensé le manque à gagner par une hausse du prix du litre de gazole. Autrement dit, les salariés subventionnent encore un peu plus le transport routier sans lequel les patrons ne pourraient jouer la carte des délocalisations et du dumping social. Les Bonnets rouges sont une tentative de manipulation de salariés dans la détresse. Plusieurs de ceux qui les avaient rejoint l'ont au final

dénoncé (cf. le point de vue d'Olivier Le Bras, ancien porte-parole des Bonnets rouges, page suivante). Ils ne peuvent résoudre la crise de l'emploi puisque leurs initiateurs comme la FNSEA ne cessent de l'alimenter via leur recherche permanente du moindre coût, sous couvert de dénoncer « les contraintes sociales, réglementaires, environnementales ou fiscales ». Pour les représentants du patronat (MEDEF, FNSEA...), le Code du travail, qui protège le travailleur, est une contrainte à supprimer.

HD. En quoi, selon vous, le régionalisme ne permet pas comme le pensent certains salariés, de prendre en main son destin à l'heure de la mondialisation ?

T.G. Le régionalisme ne remet pas en cause la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle de la planète. Il se présente comme un moyen plus efficace de tirer son épingle du jeu dans le cadre de la compétition internationale. L'Europe telle qu'elle se construit l'encourage. Ce dont les salariés ont besoin, ce n'est pas d'être toujours plus compétitifs les uns par rapport aux autres mais d'être plus solidaires au niveau international dans les luttes qu'ils mènent pour améliorer leurs conditions de vie. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P.-H. L.

L'USURPATION D'UNE RÉVOLTE POPULAIRE

Officiellement nés le 28 octobre 2013 à l'occasion d'une manifestation contre l'Écotaxe au pied du portique de Pont-de-Buis, les Bonnets rouges sont issus de l'opposition des entreprises regroupées au sein du label « Produire en Bretagne » et de la FNSEA du Finistère. Taxe kilométrique frappant les poids lourds de plus de 3,5 tonnes, l'Écotaxe apparaît comme une menace pour la grande distribution, qui pratique le flux tendu, et pour l'industrie agroalimentaire, qui importe l'essentiel de sa matière première et exporte 90 % de sa production. Mouvement patronal, la révolte contre l'Écotaxe coiffe le « bonnet rouge » d'une révolte populaire du XVII^e siècle contre la noblesse bretonne et les impôts royaux. Une usurpation qui permet au patronat breton de profiter du désarroi généré par les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois massives dans l'agroalimentaire, dont il est en grande partie responsable. Les Bonnets rouges reprennent à leur compte les revendications du mouvement régionaliste et autonomiste en matière économique et sociale, inspirées des travaux du très libéral institut de Locarn. Au slogan « vivre et travailler au pays » développé dans les années 1970 par le PSU et la CFDT, est ajouté « décider ». Dans leur colimateur, la Révolution française, l'État-nation, la laïcité et l'égalité, et surtout les « contraintes », comme le Code du travail, la fiscalité redistributive et la législation environnementale.



GÉRARD LAHELLEC,
VICE-PRÉSIDENT PCF
DE LA RÉGION BRETAGNE

Les Bonnets rouges amalgament des forces diverses. Et soulignent que la Bretagne refuse de se voir imposer des décisions négatives venues d'ailleurs.

« **L**e séisme breton constitue une illustration inattendue du basculement dans la révolte d'une région présentée comme traditionnelle, consensuelle, équilibrée, chrétienne de gauche et raisonnable. C'est la meilleure preuve que la crise n'épargne personne et que le rejet peut atteindre les régions les plus pondérées. La spécificité bretonne réside dans le fait que les activités liées à l'agriculture et à l'agroalimentaire pèsent deux fois plus dans l'économie régionale que dans la moyenne des régions françaises, et ces secteurs, de plus en plus dérégulés et soumis aux diktats du marché mondial, connaissent des vagues successives de suppressions massives d'emplois. C'est aussi dans cet environnement économique qu'est intervenu le projet d'écotaxe dont la mise en œuvre envisagée aurait eu pour effet de majorer forfaitairement la facture du transport des marchandises partant de Bretagne ou arrivant en Bretagne. C'est dans ce contexte qu'est né le mouvement des Bonnets rouges (en référence à la révolte contre le papier timbré qui se déroula en Bretagne entre avril et septembre 1675). Ce mouvement, par nature, amalgame donc des considérations historiques et identitaires, des exploités et des exploités, des



Le pacte d'avenir pour la Bretagne, coélaboré par le gouvernement, des représentants économiques, politiques et sociaux ne considère pas l'essentiel: en Bretagne comme ailleurs, c'est à l'austérité qu'il faut s'attaquer.

Pourquoi ce mouvement attrape-tout ?

« gros bonnets » et des « bonnets rouges », des sensibilités régionalistes et des sensibilités souverainistes, des électeurs de gauche et des électeurs de droite, des lobbies de corporations et de filières professionnelles et parfois même des syndicalistes...

Mais l'ampleur du mouvement, avec toutes les ambiguïtés qui le caractérisent, révèle bien que la Bretagne ne veut pas se laisser imposer des déci-

« CE N'EST PAS EN TRAITANT LES MANIFESTANTS DE "NIGAUDS" DÉFILANT POUR "LEURS MAÎTRES" QU'ON OUVRIRA UNE PERSPECTIVE. »

sions négatives par des décideurs lointains, qu'ils soient de l'État, de l'Europe, des banques ou d'on ne sait où ! Le mouvement révèle aussi qu'il faut comprendre qu'une région et ses populations sont capables d'exprimer leur refus et leur mécontentement sans s'aligner nécessairement derrière un « prêt-à-porter » syndical ou politique. Ce n'est donc pas non plus en s'érigeant en donneurs de leçons ou en traitant les manifestant-e-s de « nigauds » défilant pour « leurs maîtres » que l'on ouvrira une perspective progressiste

et populaire à celles et ceux qui souffrent douloureusement des restructurations en cours. Car telle est bien la grande question que pose ce mouvement : comment, dans les conditions de notre temps, exprimer une exigence de justice, de plein-emploi et de progrès social face à une situation qui ne cesse de se dégrader ? Les réponses portées par les combats d'hier, dans leurs contenus et dans leurs formes, sont-elles adaptées aux conditions de notre temps ? Ce sont là autant de questions qui interpellent tous les progressistes. »

OLIVIER LE BRAS, EX-SALARIÉ ET SYNDICALISTE FO DE GAD À LAMPAUL-GUILILIAU, EX-PORTE-PAROLE DES BONNETS ROUGES

« J'ai quitté les Bonnets rouges, trop régionalistes »

« J'ai rejoint les Bonnets rouges à la faveur de la crise de l'agroalimentaire qui a emporté l'abattoir GAD pour lequel je travaillais à Lampaul-Guililliau. Avec la fermeture de cette usine, plus d'un millier de salariés ont perdu leur travail. Dans le coin, il y a eu aussi des licenciements chez Doux, Marine Harvest... Les Bonnets rouges défendaient alors l'idée de « vivre et travailler » au pays. Mais petit à petit, je me suis rendu compte que le mouvement faisait l'objet d'une récupération politique et identitaire. Les Bonnets rouges se sont mis à parler de « décider » au pays. Je ne me retrouve pas dans le discours régionaliste ou indépendantiste. C'est pour ça que j'ai quitté le mouvement. Je crois qu'en Bretagne, comme ailleurs en France, nous souffrons des mêmes politiques d'austérité. C'est à cela qu'il faut s'attaquer. »